

Harratines : À y perdre son Hassanya, son Pulaar, son Soninké et son Ouolof

La cacophonie qui a suivi les dramatiques événements de la « gazra » (squat) sise à l'hôpital Bouamatou est révélatrice du malaise social grandissant en Mauritanie. Ces événements, spontanés ou fruits d'une manipulation à certains niveaux, ont dévoilé le degré de gravité que fait courir au pays le traitement que le pouvoir et l'élite accordent à la question de l'unité nationale et, plus particulièrement, à la problématique harratine.

Disons-le tout de suite : il y a dérive de part et d'autre. Parce que chaque camp ne comprend pas que si par malheur le problème sort de son cadre de recherche de solution pour une question de justice et d'égalité pour se transformer en une lutte à mort pour le pouvoir, avec le positionnement de chaque communauté, personne ne se sauvera seul. La violence des faibles peut devenir un pendant à la force des puissants. L'ordre qu'on veut instaurer à tout prix peut engendrer le désordre.

La responsabilité de l'Etat est d'être au-dessus des velléités de puissance et d'hégémonisme des groupes et de leurs élites. Si l'Etat n'est pas servi par ceux qui se tirent une balle dans le pied, en appelant, à partir d'un pays voisin, à une intervention extérieure pour régler une question strictement nationale, il l'est encore moins par ceux qui exacerbent les tensions communautaires au motif que leur groupe est menacé.

Nous devons comprendre, tous, la nécessité d'aller de l'avant. Le pouvoir ne doit plus initier des lois et aller à l'encontre de leur application. Il doit mettre un terme à ses contradictions flagrantes. L'esclavage n'existe plus. D'accord. Mais pourquoi des tribunaux pour punir ceux qui s'y adonnent alors ? Le mieux pour lui, et pour les centaines de milliers de Harratines libres, mais non libérés psychologiquement et économiquement, est de mettre en œuvre de VRAIS programmes de « réparation » du préjudice historique subi.

Le tort de tous les pouvoirs qui se sont succédé en Mauritanie de l'indépendance à nos jours, est de se complaire dans le paraître. La démocratie, les lois et le développement ne sont pas pensés pour nous mais pour un Occident qui nous regarde du haut de sa suprématie et de son égoïsme. Pour combattre Biram, il ne faut pas utiliser la même arme que lui: l'amplification.

Oui, il n'y a plus de marchés aux esclaves en Mauritanie mais il y a ce fait que les Harratines sont bien les « esclaves des temps modernes », pour utiliser une expression d'Albert Memmi évoquant la situation des travailleurs immigrés dans la France des années 60. Qui nierait cette réalité répond au mensonge d'IRA par un mensonge plus grand. Je souris en entendant la perfidie de ceux qui disent que la misère touche tous les mauritaniens ! Oui, mais à quelles proportions ?

Je mets sur le compte de la politique politicienne les déclarations de ceux qui reprochent aux Négro-mauritaniens de « s'appuyer » sur les Harratines contre les Maures, alors qu'en 1989 cette même communauté a été accusée d'avoir servi de bras armé dans les douloureux événements que le pays a vécus. Tout est vérité ou tout est mensonge. C'est une question de

rapport de forces qui m'a poussé dans des écrits antérieurs à dire qu'il faut laisser les Harratines être eux-mêmes.

Le recours à l'extérieur n'a jamais rien réglé. J'ai parlé du paraître de notre démocratie, de nos lois et de nos chiffres destinés à la consommation extérieure. Je dirais également à mon ami Biram qu'il ne faut pas que l'accumulation de médailles et de distinctions lui fasse perdre de vue le sens de la mesure et du discernement. Je range dans le même sac ces distinctions et les récents « succès » de notre diplomatie.

Le linge sale se lave BIEN en famille. L'appel lancé aux « cousins » d'Afrique pour aider au règlement d'un problème entre frères (ne serait-ce qu'au sens religieux du terme) est une erreur monumentale. Voyons ce qui se passe en Irak, en Libye, en Syrie et au Yémen. Nous avons évité d'être emportés par la vague de ces faux « printemps arabes » mais rien ne garantit que nos erreurs répétitives ne provoquent, demain, l'irréparable.

08/07/2016

Sommet de la Ligue arabe : coups gagnants pour Aziz

La force du président Aziz, c'est sa témérité. Son courage, diront ses admirateurs. Sa « folie » (des grandeurs), rétorqueront ses opposants.

Qu'on l'aime ou pas, il faut reconnaître que l'homme tire un grand bénéfice de sa propension à agir. A ses collaborateurs, il dit : faites et puis on verra après !

J'étais de ceux qui pensaient qu'organiser un sommet de la Ligue arabe à Nouakchott était une folie. A plusieurs égards. Mes raisons ?

Nouakchott n'est pas une ville au sens où l'entendent nos frères du Machrek et du Maghreb.

Les premiers ont converti (enfoui) leurs pétrodollars en villes qui concurrencent, du point de vue de l'architecture, des équipements, des loisirs et du plaisir, les plus grandes cités d'Europe et d'Amérique. Les seconds (Marocains, Algériens, Tunisiens) se confondent, à nos yeux, avec nos « ancêtres les Gaulois ». Comment alors penser inviter tout ce beau monde à Nouakchott et, sans peser le pour et le contre, passer à l'acte ? Aziz l'a fait.

A voir le déroulement du 27ème sommet de la Ligue arabe, on voit bien que c'est un coup gagnant. « Nous organiserons ce sommet, même sous la tente », avait dit le président Aziz. Et, effectivement, une tente gigantesque a été dressée dans l'enceinte du Palais des congrès de Nouakchott pour accueillir les réunions du « sommeil » de la Ligue arabe.

Cette infrastructure de fortune a coûté une fortune : 700 millions d'ouvrages (2,5 millions de dollars US), rapportent certains médias. Mais qu'importe ! Organiser le premier sommet de la Ligue arabe à Nouakchott dans l'histoire du pays n'a pas de prix. Les 22 pays membres sont là. Si les Mauritaniens déplorent l'absence de plusieurs têtes couronnées (Salman d'Arabie saoudite, Mohamed VI du Maroc, Qabous d'Oman, Abdalla II de Jordanie, etc.) et de présidents qui comptent (Egypte, Tunisie), d'autres ont tenu à honorer leur hôte mauritanien (l'émir Temim du Qatar, l'émir du Koweït). C'est un succès diplomatique notoire. Et certainement une bonne perspective pour les investissements en Mauritanie. Ces deux pays comptent en effet beaucoup pour Nouakchott, puisqu'ils sont de ceux qui, avec l'Arabie saoudite, ont permis à la Mauritanie de faire face à la crise économique consécutive à la chute des prix des matières premières (fer, or, cuivre) depuis 2014.

Autre coup gagnant : l'ouverture, un mois avant ce sommet, du nouvel aéroport international de Nouakchott « Oumtounsi ». C'est l'occasion pour le gouvernement de couper court à toutes les critiques sur la réalisation de cette infrastructure qui aurait coûté, selon certaines estimations, près de 300 millions de dollars US. Si la Mauritanie ne disposait pas d'un tel aéroport, elle devait attendre encore longtemps avant d'envisager l'accueil d'un tel sommet.

Le dernier coup gagnant du président Aziz est d'avoir profité de l'organisation de ce sommet pour mettre à niveau certaines infrastructures de la capitale.

Certes, on ne sait quelles sommes ont été engagées dans cette opération, également suspectée de forts relents de gabegie, mais les Nouakchottois sont contents que leur ville ressemble enfin, dans sa partie « utile », à quelque chose. Ce travail « dans l'urgence » a été mitraillé par une opposition qui, faute de dialogue, ne manque aucune occasion pour tirer à boulets rouges sur un pouvoir qui lui rend « au double » sa monnaie.

Globalement donc, le sommet de Nouakchott est une réussite. La Mauritanie aura eu son « tour » et prouvé qu'elle peut organiser une grande rencontre. Les « frères » arabes sont venus, ont vu et l'on espère qu'ils reviendront pour investir. Enfin, Aziz a joué et gagné : jusqu'au prochain sommet, il se présentera comme le « chef » des Arabes, comme il l'a été, en 2014, pour les Africains.

25 juillet 2016